

L'ACTUALITE EN QUELQUES CHIFFRES

Les remboursements de soins du régime général progressent de +2,2% sur les douze derniers mois.

En janvier 2016, **les dépenses de soins de ville progressent** de +3,7% en données corrigées des jours ouvrés et des variations saisonnières par rapport au mois de janvier 2015. Ce taux d'évolution relativement élevé est en partie dû à la faiblesse relative des remboursements de janvier 2015 sur plusieurs postes (médecins et analyses médicales en particulier). Le rythme annuel de progression (évolution des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents) est de +2,5 % en données CVS CJO. Ce taux était de +2,4% à la fin du mois de décembre 2015.

Les remboursements de **soins médicaux et dentaires** augmentent de +7,3 % (CVS CJO) par rapport au mois de janvier 2015, dont les remboursements ont été affectés à la baisse par le mouvement de grève administrative de janvier 2015 qui s'est traduit par une diminution du nombre de feuilles de soins transmises par voie électronique. Sur les douze derniers mois, leur progression est de +3,6% en données CVS CJO.

- Les **remboursements de soins de généralistes** augmentent de +3,4% en données CVS CJO par rapport à janvier 2015. En rythme annuel, la progression des soins de généralistes est de +1,9% en données CVS CJO ;
- L'évolution des **remboursements de soins spécialisés** est de +10,9% en données CVS CJO par rapport au mois de janvier 2015. Sur les douze derniers mois, la progression est de +4,5% en données CVS CJO ;
- **Les remboursements de soins dentaires** augmentent de +3,3% par rapport au mois de janvier de l'année dernière. Leur rythme annuel est de + 3,2% en données CVS CJO.

La progression des **remboursements de soins d'auxiliaires médicaux** est de +2,7% en CVS CJO par rapport au mois de janvier 2015. Le rythme annuel est de +4,5% en données CVS CJO.

- Cette dynamique trouve sa source dans l'évolution des **soins infirmiers** (+3,7% en mois sur mois et +5,6% en rythme annuel) ;
- La progression des **soins de masso-kinésithérapie** est plus modérée (+1,2% en mois sur mois et +3,0% en rythme annuel).

Les **remboursements d'analyses médicales** augmentent de +6,1% par rapport au mois de janvier 2015 en données CVS CJO ; leur rythme annuel est de +0,4%.

Les **remboursements de transport** augmentent, en données CVS CJO, de +4,2% par rapport au mois de janvier 2015 et de +3,8% sur les 12 derniers mois.

L'évolution des **versements indemnités journalières** est soutenue +5,7% en données CVS CJO par rapport au même mois de l'année précédente. Sur les douze mois derniers mois, ils augmentent en données CVS CJO de +3,3%.

L'évolution des **médicaments délivrés en ville** est toujours modérée ; en mois sur mois, la progression de janvier 2016 est de -0,3% en données CVS CJO. En rythme annuel, la progression est de -0,5%. L'ensemble des remboursements de médicaments (rétrocession incluse), diminuent de -1,6% en janvier 2016 par rapport à janvier 2015 et de -0,5% sur les douze derniers mois.

L'évolution des **remboursements au titre de la LPP** est soutenue à +7,6% par rapport au mois de janvier 2015 en données CVS CJO et à +5,8% sur les 12 derniers mois.

Les versements aux **établissements de santé publics** progressent de 2,4% sur les douze derniers mois. La progression des versements aux établissements de santé privés est de +0,9% en rythme annuel.

Les versements aux **établissements médico-sociaux** augmentent de 1,5% sur les douze derniers mois.

Au total, les dépenses du régime général augmentent de 2,2% en rythme annuel et en données CJO.

Ecarts entre les données de remboursement et le suivi de l'Ondam

Les données présentées ci-dessus sont des données en date de remboursement (DTR). Elles sont diffusées régulièrement compte tenu des indications de tendances qu'elles délivrent. Elles ne permettent pas toutefois un suivi de la réalisation de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (Ondam), voté chaque année par le Parlement dans le cadre de la Loi de financement de la sécurité sociale (LFSS). Il existe principalement trois sources d'écart :

1/ Le périmètre des dépenses suivies n'est pas le même :

- Les données publiées par la Cnamts ne concernent que les remboursements de soins des patients du régime général et non pas tous les régimes intégrés à l'Ondam (le régime général représente 86% du total).
- Ces données n'intègrent que les prestations de soins de ville ; les postes de dépenses qui par nature ne se prêtent pas à un suivi infra-annuel viennent en complément pour le suivi de l'Ondam ; il s'agit notamment des postes ne faisant pas partie du bloc prestation (dotations annuelles au fonds des actions conventionnelles (FAC), aides à la télétransmission, prises en charge par l'assurance maladie d'une partie des cotisations sociales des praticiens et auxiliaires médicaux, pour les professionnels de santé conventionnés, remises conventionnelles acquittées par l'industrie pharmaceutique au titre de la clause de sauvegarde).

2/ Ces données sont corrigées des jours ouvrés, pour permettre un suivi au mois le mois, contrairement au suivi de l'Ondam.

3/ L'Ondam implique un suivi de dépenses en droits constatés, c'est-à-dire avec un rattachement des dépenses à l'exercice selon la date de soins (DTS) et non pas la date de remboursements (DTR) ; un écart peut donc exister qui dépend des mouvements d'accélération ou de décélération ponctuels de la vitesse de liquidation.

De la même manière, certaines rémunérations versées aux professionnels de santé, notamment les Rémunérations sur Objectifs de Santé Publique (Rosp), sont rattachées comptablement à l'exercice précédent. Dans la mesure où ces rémunérations progressent d'une année sur l'autre, il existe donc un écart entre paiement en DTR et paiement en droits constatés.

**QUELQUES CHIFFRES SUR LES REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS
EN JANVIER 2016**

Régime général - Métropole Tous risques En millions d'euros	données mensuelles			données annuelles		
	données brutes janvier 2016	taux de croissance Janvier 2016 / Janvier 2015		données brutes Février 2015 - Janvier 2016	Taux de croissance annuelle (Février 2015 - Janvier 2016) / (Février 2015 - Janvier 2015)	
		données brutes	données CVS - CJO		Données brutes	Données CJO
Soins de ville	5 395	-1,4%	3,7%	68 309	2,9%	2,5%
Soins de ville hors produits de santé	3 417	0,2%	5,7%	43 797	4,1%	3,5%
dont soins des médecins et dentistes	1 421	-0,3%	7,3%	18 822	4,3%	3,6%
dont soins d'auxiliaires médicaux	723	-0,3%	2,7%	8 883	5,0%	4,5%
dont indemnités journalières	772	1,3%	5,7%	9 493	3,9%	3,3%
Produits de santé (médicaments + LPP)	1 978	-4,1%	0,3%	24 512	0,9%	0,7%
dont médicaments délivrés en ville	1 328	-5,1%	-0,3%	16 957	-0,2%	-0,5%
dont médicaments rétrocedés	225	-9,7%	-9,4%	2 458	-1,3%	-0,9%
Etablissements sanitaires	5 857	1,0%	2,2%	63 750	2,2%	2,1%
Etablissements sanitaires publics	4 962	1,4%	1,7%	52 495	2,4%	2,4%
Etablissements sanitaires privés	895	-1,1%	4,9%	11 255	1,4%	0,9%
Etablissements médico-sociaux	1 368	-0,5%	0,4%	16 383	1,6%	1,5%
Contribution au Fonds d'intervention régionale (hors permanence des soins ambulatoires et en cliniques)	220	0,4%	0,4%	2 635	-1,0%	-1,0%
Total des dépenses	12 840	-0,2%	2,8%	151 077	2,4%	2,2%